

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 23/05/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Partie nominative

LM METAL COMMERCE (2ème site)

6, rue Charles Martin
69190 Saint-Fons

Affaire suivie par : MEUNIER Emeric

Téléphone : 04 72 44 12 25

Courriel : ssdas.ud-r.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Références : UDR-SSDAS-23--69-EM

Code AIOT : 0010600431

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 10/05/2023 de l'établissement LM METAL COMMERCE (2ème site) implanté 6, rue Charles Martin 69190 Saint-Fons. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- MEUNIER Emeric, Unité départementale du Rhône, D, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Guillaume JAEGER, gérant, LM METAL COMMERCE
Bruno BERNADE, QHSE, Consolpol

Le courriel d'échange avec l'administration est g.jaeger@lm-metal.com.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement MEUNIER Emeric

Vérificateur	Approbateur
Le chef de la cellule CRT Alexandre BARBERO	Par délégation Le chef de l'Unité départementale du Rhône LIOGIER Patrice

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 10/05/2023 de l'établissement LM METAL COMMERCE (2ème site) implanté 6, rue Charles Martin 69190 Saint-Fons, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Installations électriques - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015 article : 7.3.1 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Détection des produits rayonnants - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015 article : 8.1.3 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 23/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LM METAL COMMERCE (2IEME SITE)

6, rue Charles Martin
69190 Saint-Fons

Références : UDR-SSDAS-23--69-EM
Code AIOT : 0010600431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement LM METAL COMMERCE (2ème site) implanté 6, rue Charles Martin 69190 Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LM METAL COMMERCE (2ème site)
- 6, rue Charles Martin 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0010600431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LM METAL COMMERCE exploite une installation de transit, regroupement et tri de déchets de métaux ou d'alliages de métaux ainsi que de batteries automobiles usagées à SAINT FONS au 6, rue Charles Martin.

La société LM METAL COMMERCE est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 13/03/2006

modifié par APC du 13/03/2014 à exercer les activités mentionnées. Le site occupe une surface totale de 2993 m². Ainsi, au regard de la nomenclature des ICPE, la société LM METAL COMMERCE exploite à SAINT-FONS des installations de transit, regroupement et tri de déchets dangereux (batteries usagées) et non dangereux (métaux et alliages de métaux) classées respectivement sous les rubriques n° 2718 sous le régime de l'Autorisation et n° 2713 sous le régime de Déclaration.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des déchets
- Gestion des stockages
- Vérification périodique
- Gestion de l'eau
- Gestion du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
11	Installations électriques	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Détection des produits rayonnants	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Action Régionale DEEE	Arrêté Ministériel du 09/06/2018, article R511-9	/	Sans objet
2	Classement ICPE	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 1.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.2.4.2	/	Sans objet
5	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.3.4	/	Sans objet
6	Valeurs Limites de Rejets des eaux pluviales	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.3.9	/	Sans objet
7	Contrôle des rejets	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.3.10	/	Sans objet
8	Etat des stocks de produits dangereux	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.1.3	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.2.4	/	Sans objet
10	Registre des déchets entrants et sortants	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 5.1.7	/	Sans objet
12	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.4	/	Sans objet
14	Activité de récupération des métaux non ferreux	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.1.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Installations de transit, de tri et de stockage de déchets non dangereux	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.2	/	Sans objet
16	Installations de stockage de déchets dangereux	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que le site LM METAL COMMERCE est globalement bien tenu. L'inspection du 10/05/2023 a permis de relever que les stockages réalisés respectent les volumes, surfaces et hauteurs limites ainsi que les conditions réglementaires (rétentions, etc.) respectent la législation sur l'environnement. Les vérifications périodiques concernant les installations de lutte contre l'incendie et les rejets aqueux sont réalisées dans les délais réglementaires. Des moyens d'extinction sont présents et correctement répartis au sein de l'installation. Des dispositifs permettant de s'assurer de la rétention des eaux d'extinction sont également présents.

De plus, l'Inspection constate que les process d'accueil et d'information / orientation des clients accueillis concernant la répartition et le stockage des déchets sont également maîtrisés.

Enfin, l'exploitant dispose également des différents documents réglementaires demandés (plan des stockage, plan des réseaux, registre entrée – sortie des déchets, etc.).

Toutefois, l'Inspection demande à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de lui transmettre, sous 2 mois :

- des éléments concernant la vérification périodique des installations électriques (résolution d'une non-conformité)
- des éléments concernant le système de contrôle des déchets radioactifs (vérification annuelle à réaliser).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Action Régionale DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/06/2018, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Action Régionale DEEE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Action Régionale DEEE
Constats : Initialement, le site avait été identifié comme une cible d'inspection dans le cadre de l'action régionale DEEE visant à contrôler les sites pouvant potentiellement accueillir ce type de déchets. Par mail du 03/05/2023, l'exploitant a averti l'Inspection que son installation n'accueille plus et a décidé de refuser tout apport volontaire de ce type de déchets depuis la dernière inspection réalisée en 2016. Lors de sa visite du 10/05/2023, l'Inspection constate effectivement qu'aucun DEEE n'est présent sur le site. Elle constate également qu'aucun espace de stockage n'est prévu pour accueillir ce type de déchets ce qui semble indiquer que le stockage, tri, transit des DEEE ne sont pas réalisés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Classement ICPE
<p>Constats : L'exploitant indique à l'Inspection que le classement ICPE n'a pas été modifié en comparaison du dernier APC.</p> <p>L'exploitation est classée au titre de la réglementation ICPE pour les rubriques et quantités suivantes :</p> <p>2718-1 (A) : les quantités maximales indiquées restent similaires à celles mentionnées (11,5 tonnes). La majeure partie des déchets dangereux réceptionnés sont des accumulateurs (batteries) présents dans une quantité maximale de 10 tonnes (1 benne dédiée). Des filtre à huiles sont également réceptionnés dans des quantités largement inférieures. Il également indiqué l'accueil de plaques de fibrociments (amiante). L'exploitation est autorisée à accueillir ce type de déchets et avait demandé cette autorisation dans son dossier initial. Ce type de déchets n'a finalement jamais été mise en place.</p> <p>2713-2 (D) : l'exploitation réalise la réception, tri, transit de déchets métalliques sur une surface inférieure au seuil d'enregistrement de 1000 m² (915 m²). L'Inspection constate, qu'au vu des bennes permettant l'accueil des déchets, et de la surface au sol dédiée à l'accueil des déchets, la surface de stockage reste inférieure au seuil d'enregistrement.</p> <p>L'Inspection constate la présence d'activité liées aux rubriques 1432-2 (liquides inflammables), 1435 (stations-services), 2714 (tri, transit de papiers/cartons), 2716 (tri, transit de déchets non dangereux) mais des quantités inférieurs aux seuils de classement ICPE.</p> <p>La rubrique 2711 (tri, transit, regroupement de DEEE) initialement mentionnée comme en dessous des seuils de classement, n'est plus exploitée (cf. point de contrôle n°1).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan des réseaux
<p>Constats : Lors de sa visite du 10/05/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan des réseaux. Ce dernier contient l'emplacement de l'ensemble des canalisations du site, des différents regards, du séparateur d'hydrocarbure et de la vanne d'isolement, du compteur d'eau et la localisation du point de prélèvement pour la réalisation des analyses.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Isolement avec les milieux
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection la localisation de la vanne d'isolement. L'Inspection constate la présence d'une consigne définissant les modalités de mise en œuvre de cette dernière affichée à proximité. Des outils de levage sont également fixés au mur. Ils sont rapidement et facilement accessibles. L'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de garantir à tout moment l'accès à cette vanne de disconnexion et donc l'interdiction de réaliser des stockages (bennes ou autres) ou stationner des véhicules au dessus de cette dernière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entretien et conduite des installations de traitement
Constats : L'Inspection constate que l'ensemble du site est aménagé de telle façon à ce que les eaux pluviales soient collectées par les différents regards, traitées par le séparateur d'hydrocarbure puis rejetées au réseau. L'exploitant indique que le séparateur d'hydrocarbure est nettoyé 2 fois annuellement, et a minima annuellement. Il montre à l'Inspection le dernier bon de nettoyage du séparateur d'hydrocarbure. Ce dernier a été nettoyé le 02/11/2022 par SARP qui a évacué 0,8 tonnes d'hydrocarbure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valeurs Limites de Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites de Rejets des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs Limites de Rejets des eaux pluviales
Constats : Par mail du 03/05/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection les deux dernières analyses réalisées concernant ses rejets dans les eaux pluviales. Ces analyses ont été réalisées les 22/11/2022 et 14/03/2023 par WESSLING. Elles présentent les résultats suivants : <ul style="list-style-type: none">- Température (valeur seuil de l'APC du 13/03/2015 : inférieure à 30 C°) : 20 C° (22/11/2022) ; 10 C° (14/03/2023) ;- pH (valeur seuil de l'APC du 13/03/2015 : entre 5,5 et 8 : 7,4 (22/11/2022) ; 7,7 (14/03/2023) ;- MES (valeur seuil de l'APC du 13/03/2015 : 600 mg/l : 2,5 mg/l (22/11/2022) ; 14 mg/l (14/03/2023) ;- Hydrocarbures (valeur seuil de l'APC du 13/03/2015 : 10 mg/l : 2,6 mg/l (22/11/2022) ; 6,2 mg/l (14/03/2023) ;- DCO (valeur seuil de l'APC du 13/03/2015 : 2000 mg/l : 34 mg/l (22/11/2022) ; 90 mg/l (14/03/2023) ;- DBO5 (valeur seuil de l'APC du 13/03/2015 : 800 mg/l : 13 mg/l (22/11/2022) ; 42 mg/l (14/03/2023) ; Les résultats respectent les Valeurs Limites de Rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle des rejets
Constats : Par mail du 03/05/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection les deux dernières mesures réalisées concernant les analyses de ses rejets dans les eaux pluviales. Ces analyses ont été réalisées les 22/11/2022 et 14/03/2023 par WESSLING. La fréquence des analyses réalisées démontre du respect de l'obligation de vérifications périodiques semestrielles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etat des stocks de produits dangereux
Constats : Par mail du 03/05/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan général des stockages. Ce plan répertorie l'ensemble des stockages réalisés sur le site. L'Inspection constate que le plan transmis manque de clarté et ne permet d'identifier la typologie des stockages réalisés. Le jour de l'Inspection, le 10/05/2023, l'exploitant précise à l'Inspection les stockages réalisés sur le plan. L'Inspection constate que les emplacements définis et retranscrits sur le plan sont concordants avec la réalité de l'exploitation du site. Par mail du 10/05/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan lisible des stockages réalisés. Ce plan représente les stockages réalisés sur le site par typologie de déchets et les tonnages associés. L'exploitant indique à l'Inspection que les seuls produits dangereux stockés sont les batteries, stockées à l'intérieur dans une benne dédiée, et les carburants, stockés dans des cuves doubles parois ou dans des bidons dédiés sur rétention. Les quantités stockées de ces éléments sont retranscrites dans les registres entrées sorties. Ainsi, une recherche rapide sur ces éléments permet de connaître les quantités réelles stockées sur site de ces produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie
Constats : L'Inspection constate que l'exploitation est équipée d'extincteurs en nombre suffisants, signalés, accessibles et répartis correctement au sein de l'installation. Un poteau incendie est également présent à l'entrée du site, à moins de 200 mètres. La vérification périodique des extincteurs a été réalisée le 30/11/2022 par DESAUTEL. Elle n'a révélé aucune non-conformité. L'exploitant indique également que deux caméras à détection thermique et reliés au système de télésurveillance seront installées prochainement. Ces caméras pointeront respectivement le stock de batteries et les cuves de gazole, les seuls produits inflammables présents sur site. L'exploitant transmettra à l'Inspection les éléments justifiant leur installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Registre des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 5.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets entrants et sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registre des déchets entrants et sortants
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection son registre des déchets entrants et sortants pour la semaine du 02 au 05/05/2023. Ces éléments ont également été transmis à l'Inspection par mail du 10/05/2023. Ces registres contiennent l'ensemble des informations réglementaires demandées notamment : <ul style="list-style-type: none">- Code déchet- Typologie de déchets (entrant et sortant)- Date de réception / expédition- Tonnage- Expéditeur final (nom et adresse)- Transporteur (nom et adresse)- Code / mode de traitement- Qualification du traitement final
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installations électriques
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection les derniers rapports de vérification des installations électriques réalisés. Le dernier rapport de vérification installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) a été réalisé le 20/02/2023 par VERITECH et n'a révélé aucune non-conformité. Le dernier rapport des installations électriques (Q18) a été réalisé le 20/02/2023 par VERITECH et a révélé 1 non conformité-majeure liée à des problèmes de surintensité. L'exploitant indique être en attente d'un devis pour la réalisation d'interventions permettant de lever cette non-conformité. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois : <ul style="list-style-type: none">- la facture et / ou le bon d'intervention réalisé permettant de lever la non-conformité constatée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p>Constats : L'Inspection constate que les produits liquides dangereux, à savoir les futs contenant du gazole et de l'AD BLUE, sont stockés sur des rétentions de capacités et dimensions adaptées. Ces éléments sont également stockés à l'abri des intempéries.</p> <p>Des cuves de gazole à double enveloppe sont également présentes.</p> <p>Une vanne de disconnexion est présente et permettrait de stocker les eaux d'extinction sur site, et ainsi d'éviter leur rejet au réseau. Les eaux d'extinction seraient stockées directement à même le sol du site.</p> <p>L'Inspection note, qu'au regard de la superficie du site et du faible volume de déchets et produits inflammables présents sur site, la potentielle hauteur d'eau liée au stockage des eaux d'extinction n'entraînerait pas de difficulté dans l'intervention des services de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Détection des produits rayonnants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection des produits rayonnants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Détection des produits rayonnants
<p>Constats : L'exploitant indique à l'Inspection disposer d'un appareil portatif de détection radioactive. Il indique que des contrôles sont réalisés sur les chargements entrants. L'exploitant indique à l'Inspection que cet appareil de détection n'a pas été vérifié cette année et que la vérification n'a pas été réalisée depuis un certain temps. Il indique à l'Inspection envisager de racheter un nouvel appareil.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de réaliser la vérification périodique annuelle de l'appareil de détection radioactif portatif et d'en transmettre les éléments ; - soit de transmettre les éléments démontrant de l'achat d'un nouvel appareil de détection radioactif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Activité de récupération des métaux non ferreux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Activité de récupération des métaux non ferreux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activité de récupération des métaux non ferreux
Constats : Les stockages de métaux non ferreux sont réalisés en extérieur sur les aires délimitées à cet effet. Le stockage réalisé ne dépasse pas les 3 mètres de hauteur autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Installations de transit, de tri et de stockage de déchets non dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transit, de tri et de stockage de déchets non dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.2.1.1 : présence d'un pont bascule Article 8.2.1.3 : fermeture des portes du bâtiment Article 8.2.3.4 : contrôle visuel préalable Article 8.2.5 : aires de stockage
<p>Constats : Article 8.2.1.1 : l'Inspection constate la présence d'un pont bascule. L'exploitant indique que, à chaque réception de déchets, ces derniers sont pesés et inscrits dans le registre d'entrée.</p> <p>Article 8.2.1.3 : l'exploitant indique, qu'en journée, les portes du bâtiment sont rarement fermées car les entrées et sorties de véhicules et du personnel ne permettent pas de réaliser ces actions. En revanche, dès la fermeture du site (heure d'ouverture 07h30 - 12h et 13h30 - 17h30 (17h le vendredi), du lundi au vendredi), les portes du bâtiment sont systématiquement fermées.</p> <p>Article 8.2.3.4 : l'exploitant indique réaliser systématiquement, pour chaque réception de lots de déchets, un contrôle visuel de ces derniers. Les déchets arrivant, pour la plupart du temps déjà triés, ils sont orientés au sein d'un espace de stockage spécifique par l'un des agents du site.</p> <p>Article 8.2.5 : l'inspection constate que les différentes aires de stockages sont correctement délimitées et distinctes. Chaque typologie de déchets est stockée, soit au sein de bennes spécifiques, soit au sein d'une zone dédiée. De plus, à réception des déchets, un agent de l'exploitation oriente les clients vers les aires ou bennes correspondant à la typologie de déchet apportée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Installations de stockage de déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage de déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installations de stockage de déchets dangereux : conditions de stockage
Constats : L'Inspection constate que les déchets dangereux susceptibles d'être présents sur l'installation sont : <ul style="list-style-type: none">- les batteries- les carburants et huiles Contrairement à ce qui est indiqué dans son arrêté préfectoral, l'exploitant n'accueille pas de déchets amiantés. L'accueil de ce type de déchet n'a finalement jamais été réalisé. Les batteries sont stockées au sein d'une benne inox étanche spécifique, à l'abri des intempéries. L'exploitant indique que ces dernières sont évacuées périodiquement, lorsque la benne de batteries est pleine. Il indique évacuer 3-4 bennes de batteries par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet